

# FORMATION-ACTION ALIMACTIV

Matinée de restitution le 6 avril 2021

Compte-rendu webinaire



**110** Participant.es en continu

**50%** de participant.es hors Ile-de-France

## LE PROJET ALIMACTIV

Depuis 2018, l'Ansa travaille sur l'accès à l'alimentation des personnes précaires à travers le [projet Alim'Activ](#). A partir d'un [diagnostic de la précarité alimentaire](#) dans 3 Etablissements publics territoriaux (EPT) franciliens, l'Ansa constatait un déficit de coordination au niveau local et de fortes inégalités territoriales en matière d'accès à l'alimentation. L'Ansa s'est penchée sur les expériences existantes au niveau national et a publié une [Etude rassemblant des pratiques inspirantes de coordination](#) de la lutte contre la précarité alimentaire à l'été 2019.

En s'appuyant sur des acteurs de terrain et des experts, l'Ansa a monté une **formation-action** en 2020. Cette formation-action a permis d'accompagner pendant six mois huit territoires franciliens à mettre en place une instance locale de coordination pour l'accès à l'alimentation des publics précaires.

La **journée de restitution du 6 avril 2021**, qui a réuni 150 acteurs, était l'occasion de rendre compte du projet, partager les avancées des 8 territoires, le contenu de la boîte à outils et questionner la place du niveau régional et départemental en IDF.

## L'ANSA ET SES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LA PRECARITE ALIMENTAIRE

Pour mieux lutter contre la précarité alimentaire et soutenir le pouvoir d'agir des personnes en situation de précarité alimentaire, l'Ansa propose différents appuis :

- **Appui à la mise en réseau d'acteurs** de la lutte contre la précarité alimentaire et construction de plans d'action (ex : volets justice sociale des PAT)
- **Formation-action** autour de la coordination de la lutte contre la précarité alimentaire (ex : formation-action Alim'Activ)
- **Réalisation d'études** autour de la précarité alimentaire (Ex : étude de la précarité alimentaire sur le territoire de GPSEA, diagnostic dans l'Ain)
- **Accompagnement à la mise en place d'expérimentations** autour de la lutte contre la précarité alimentaire (ex : projet autour de la restauration collective solidaire)
- **Evaluation de projets innovants** en matière de lutte contre la précarité alimentaire (ex : évaluation du projet de formation de bénévoles d'épicerie sociale Prévalim)

## 1. Présentation de la boîte à outil de l'Ansa

**OBJECTIF** : outiller les acteurs locaux qui souhaitent se lancer dans la coordination de la lutte contre la précarité alimentaire sur leur territoire.

**CONTENU** : La boîte à outils rassemble différents documents utiles aux futurs coordonnateurs :



**Des fiches synthèses**, dressant un état des lieux des enjeux (revue de littérature sur la précarité alimentaire, schéma des espaces de gouvernance, synthèses sur les enjeux d'approvisionnement, etc.)



**Des fiches pratiques**, pour mettre en place des actions de coordination (fiches d'animation, mode opératoire pour réaliser son diagnostic, associer les personnes concernées, faire un bilan d'étape de sa coordination, etc.)

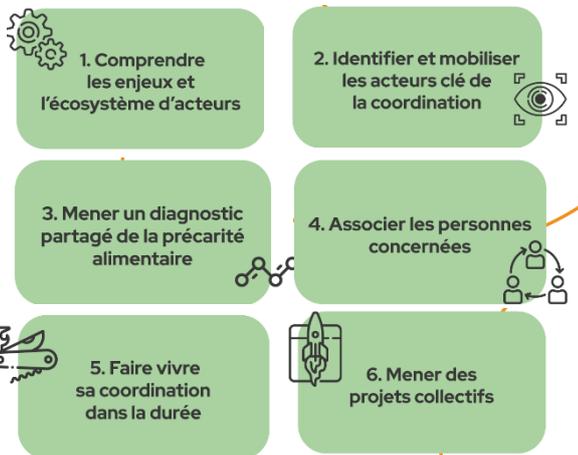


**Des outils**, utilisables et transposables directement sur vos territoires (outil d'autodiagnostic, trames d'entretiens et questionnaire en ligne, annuaire, feuille de route, etc.)



**Des annexes**, valorisant des outils ou études réalisées par des partenaires.

Ces différents documents sont répartis dans 6 rubriques (cliquables ci-dessous) :



### COMMENT S'EN SERVIR ?

- [Un document introductif](#) présente l'ensemble des rubriques et fichiers présents dans cette boîte
- Parcourez et téléchargez les documents qui vous semblent nécessaires, ou [l'ensemble de la boîte à outils](#) en ZIP
- N'hésitez pas à partager ces outils !



## 2. Retour d'expérience des 8 territoires formés

Retrouvez l'ensemble des présentations Powerpoint en [cliquant ici](#)

### GENNEVILLIERS

**Etat de la coordination :** Identification des partenaires (2 réunions) et élaboration d'une stratégie locale (questionnaire auprès des acteurs et publics, plan d'action, fiche projet soumise à validation des élus).

**Gouvernance :** mise en place d'un COPIL et COTECH par le CCAS.

**Pistes d'action :** élaboration d'un guide, faire émerger les besoins et priorités partagées sur le territoire, organiser une réunion de restitution.

### SARTROUVILLE

**Etat de la coordination :** recensement des acteurs locaux, identification des actions existantes et besoins.

**Gouvernance :** ancrage de la coordination locale sur la qualité alimentaire avec le projet NPRU.

**Pistes d'action :** actions de prévention santé sport nutrition, privilégier les distributions en circuit court, accompagner les crèches à la mise en application de la loi Egalim, former les bénévoles à l'accueil non stigmatisant.

### AUBERVILLIERS

**Etat de la coordination :** 2 réunions de coordination, diffusion de questionnaires.

**Gouvernance :** « institutionnalisation » progressive de la coordination avec appui CCAS.

**Pistes d'action :** Evaluation des besoins (questionnaire associations, près de 200 questionnaires aux usagers, centralisation des données), augmenter et diversifier l'offre existante.

### MELUN VAL DE SEINE

**Etat de la coordination :** repérage acteurs, diffusion questionnaire, 2 réunions de coordination.

**Gouvernance :** pilotage Direction politique de la ville de la Communauté d'agglomération MVS et groupement hospitalier sud Ile-de-France.

**Pistes d'action :** création de 2 livrets à destination des usagers et professionnels pour recenser l'offre, développement de l'action « mon panier ma santé », « bien dans mon assiette, bien dans mes baskets » et « n'en jetez plus ! »

### SAINT-DENIS

**Etat de la coordination :** Réseau de 20 à 30 associations mobilisées

**Gouvernance :** 2 instances de coordination seront fusionnées.

**Pistes d'action :** création de 6 épiceries solidaires, projet de plateforme alimentaire et cantine solidaire, actions transversales entre direction santé et solidarité. Création instance de coordination du réseau d'épiceries.

### ROISSY PAYS DE FRANCE

**Etat de la coordination :** 4 réunions de coordinations, 4/8 CCAS impliqués, 8 réunions bilatérales

**Gouvernance :** coordination à plusieurs échelles. (Locale, intercommunale, territoriale. Inscription de la démarche dans le cadre d'un PAT.

**Pistes d'action :** état des lieux, réalisation d'une cartographie interactive, construction d'un groupe de travail élargi.

### GRIGNY

**Etat de la coordination :** rencontre en bilatéral de tous les acteurs

**Gouvernance :** création d'un poste dédié, présentation du projet au CA du CCAS pour structurer la coordination

**Pistes d'action :** être en soutien à la logistique et à l'approvisionnement, adapter l'aide alimentaire aux besoins, mettre en place un outil partagé, travailler avec Excellents excédents pour réduire le gaspillage alimentaire.

### MEAUX

**Etat de la coordination :** deux rencontres en binômes, envoi d'un questionnaire aux associations, projet de questionnaire pour personnes en situation de précarité alimentaires

**Gouvernance :** Animation CCAS et Secours Catholique de Meaux

**Pistes d'action :** état des lieux des ressources et différents acteurs, recueil parole personnes concernées, identifier des priorités partagées.

### 3. Table ronde : lutte contre la précarité alimentaire, quelle place du niveau départemental et régional ?

**Animation :** Cécile Tagliana, Commissaire à la prévention et la lutte contre la pauvreté en IDF.

**Intervenant.es :**

- **Kaïs Zahoum**, chef du bureau insertion de l'UDDRIHL 94
- **Romain Magnena**, chef du bureau accueil, hébergement et insertion de la DDCS 77
- **Philippe Marsaudon**, chargé de mission DASES, coordination Paris sud
- **Alain Jézéquel**, animateur GT5 IDF de la Stratégie pauvreté, président de l'association Revivre

**CT : A quoi ont servi les coordinations départementales ? Comment fonctionnent-elles ?**

**Kaïss ZAHOUM (DRIHL 94) :** Mise en place d'instance départementale dans le contexte de crise par le préfet égalité des chances, animé par les services de l'Etat, réunit le SIAO et les grands opérateurs associatifs (ANDES, Restau du cœur, SPF, Secours catholique, Fédération banque alimentaire, etc.). Jusqu'alors gestion d'enveloppes assez modestes sur l'aide alimentaire, puis **enveloppe multipliée par 30 avec les chèques service de la DIHAL. Principal bénéfice de la coordination : identifier « qui fait quoi », développer l'interconnaissance**, dégager des constats communs qui ont donné lieu ou non à des travaux opérationnels (logistique/approvisionnement).

**Romain Magnena (DDCS 77) :** Instance départementale lancée en avril en partenariat avec le Conseil départemental. Les têtes de réseau ont été mobilisées, ainsi que le SIAO. **Plus-value : suivre les mesures de gestion de crise**, favoriser l'interconnaissance, recueillir le point de vue des acteurs de terrain, identifier des pistes d'actions opérationnelles. Un **projet de tiers-lieux à l'hôtel** avec des associations est en cours.

**Philippe Marsaudon (DASES DST Sud) :** La crise sanitaire a amené à **soutenir une démarche de coordination sur chaque direction sociale de territoire** (subdivision de la Ville). Chaque semaine, des réunions ont eu lieu sur les territoires infra-parisiens pour assurer une meilleure couverture et lisibilité de l'offre.

**Alain Jezequel (GT5, CRALIM, Association Revivre) :** Différentes coordinations. **Coordination nationale :** Organisation par la DGCS de réunions des associations habilitées nationalement. Cela favorise un partage des informations de l'Etat vers les associations et la remontée de terrain. **Coordinations départementales** permettent d'identifier et préciser les besoins et les moyens à mettre en œuvre, faciliter la prise en charge non stigmatisante des bénéficiaires, coconstruire des solutions et des moyens mutualisés de type logistique, associer l'aide à l'hygiène et l'entretien à l'aide alimentaire, etc.

**CT : Comment faire pour que les personnes aient accès à une alimentation de meilleure qualité ?**

**Alain Jezequel (GT5, CRALIM, Association Revivre) :** Concernant l'Ile de France, région effectivement « **très riche mais très inégalitaire** », il est certainement **possible d'améliorer la**

**qualité** des solutions en place. Les colis, les tickets service ou les aides ponctuelles répondent à l'urgence, mais on doit proposer des aides plus adaptées, même pour les aides plus « classiques ». **Quelques pistes d'action :**

- **Développer des tiers-lieux partagés** pour permettre un peu de vie sociale et y proposer des services de type ateliers-cuisine ;
- **Favoriser les circuits courts**, notamment en grande périphérie, pour rapprocher les personnes en précarité de productions locales, voire donner l'accès à des jardins partagés ;
- **Favoriser l'application des lois contre le gaspillage alimentaire** mais s'assurer que l'anti-gaspi ne soit pas un transfert de produits non consommables vers les démunis.
- **Travailler à l'équilibre nutritionnel dans les épiceries sociales** et solidaires. Une expérimentation, PrevAlim, que l'on conduit avec l'appui de l'Institut du Cancer auprès d'un panel d'épiceries sociales montre bien le rôle des accueillants auprès des personnes aidées.

**Kaïss ZAHOUM (DRIHL 94) : Vérifier l'origine des denrées.** De plus en plus de dons en denrées depuis les lois antigaspi, or le **rapport de force est déséquilibré entre les associations et les acteurs de la grande distribution** : aucun contrôle sur le tri préalable des denrées ou le choix, faible capacité à refuser certains dons par peur de perdre des partenariats. [Enquête étudiants en agronomie](#) dans le 94 démontre que les chèques service ont permis **d'améliorer l'alimentation des publics à l'hôtel** et en quantité et en qualité avec achat de produits frais. Une piste : affecter une partie des chèques à des petits producteurs locaux ou coopératives

**Philippe Marsaudon (DASES DST Sud) :** Une des pistes peut être la **formation des bénévoles et des associations** en promouvant la plus-value des ateliers cuisine pour aborder les questions de santé et d'équilibre nutritionnel. **L'alimentation durable doit prendre en compte la diversité culturelle** liée au rapport à l'alimentation, favoriser les cultures culinaires liées aux différentes populations via des **cuisines partagées** pour les familles à l'hôtel et la création de tiers-lieux. Il faut responsabiliser et valoriser les savoir-faire, pas être uniquement dans une approche descendante. Autre piste, **développer les groupements d'achats dans les QPV.**

**CT : Quel serait le chantier prioritaire en sortie de crise ?**

**Alain Jezequel (GT5, CRALIM, Association Revivre) : Pérenniser les solutions nouvelles pensées en situation de crise sanitaire.** Des services nouveaux s'appuyant sur des technologies de mise en relation entre des solutions ou des produits et les publics sont apparues. Ces services sont nés de la prise de conscience de la société face à l'émergence de nouveaux publics et à un changement de comportement de consommation. Les coordinations devront capitaliser sur ces dynamiques et veiller à ce que cette solidarité puisse continuer de s'exprimer dans le temps.

**Philippe Marsaudon (DASES DST Sud) :** On constate une **augmentation de la précarité étudiante et une diversification des publics.** Il faut engager une réflexion sur la capacité de chacun à orienter les publics vers les bons endroits, y compris sur l'accès aux droits et l'accompagnement social. **Lieux alimentaires doivent évoluer sur une offre de services diversifiée.** Exemple pour les étudiants : coupler aide alimentaire et soutien psy.

**Kaïss ZAHOU (DRIHL 94) : Accompagner via la coordination** les projets qui sortiront de France Relance, en cohérence avec les autres projets. **Développer le lien** institutionnel avec les petites associations, le secteur social et le secteur hébergement/logement.

### Conclusion Cécile Tagliana

Les coordinations départementales créent du lien et favorisent la création de projet concrets à mettre en œuvre.

L'Appel à projet France relance est clos, il n'y aura pas de deuxième vague. Il y a eu près de 400 projets en Ile de France. [Note Ansa : [liste des projets lauréats](#) publiée le 14/04/2021 pour l'Ile-de-France ]

Via les crédits de la Stratégie pauvreté, l'outil Soliguide sera étendu sur toute l'Ile-de-France. Un financement pour une méthodologie de diagnostic régional visant à soutenir les coordinations départementales de la région Ile-de-France est également à l'étude.

## 4. Contacts intervenant.es et Ansa

NOM Prénom	Fonction	Structure	Mail
<b>Territoires formés à AlimActiv</b>			
THUILIER Laurence	Directrice	CCAS Gennevilliers	<a href="mailto:laurence.thuillier@ville-genevilliers.fr">laurence.thuillier@ville-genevilliers.fr</a>
LAPIERRE Isaure	Responsable service prévention santé, coordinatrice CLS	Ville Gennevilliers	<a href="mailto:isaure.lapierre@ville-genevilliers.fr">isaure.lapierre@ville-genevilliers.fr</a>
BIDAL Damien	Vice-président (élu)	CCAS Aubervilliers	<a href="mailto:damien.bidal@mairie-aubervilliers.fr">damien.bidal@mairie-aubervilliers.fr</a>
TENNERONI Jeanne	Chargée de mission développement social	Ville Aubervilliers	<a href="mailto:jeanne.tenneroni@mairie-aubervilliers.fr">jeanne.tenneroni@mairie-aubervilliers.fr</a>
GARCIA Anne-Claire	Chargée de mission développement social	Ville Saint Denis	<a href="mailto:anne-claire.garcia@ville-saint-denis.fr">anne-claire.garcia@ville-saint-denis.fr</a>
MAZOYER Marie-Anne	Cheffe de projet direction santé	Ville de Saint Denis	<a href="mailto:marie.anne.mazoyer@ville-saint-denis.fr">marie.anne.mazoyer@ville-saint-denis.fr</a>
BARTEBIN Véronique	Directrice et référente alimentation	CCAS Grigny	<a href="mailto:veronique.bartebin@grigny91.fr">veronique.bartebin@grigny91.fr</a>
MAKNI Saida	Responsable vie quotidienne	CCAS Grigny	<a href="mailto:saida.makni@grigny91.fr">saida.makni@grigny91.fr</a>
LAVIOLETTE Maryse	Coordinatrice CLS	Ville Sartrouville	<a href="mailto:laviolette@ville-sartrouville.fr">laviolette@ville-sartrouville.fr</a>
HATTAB Nadia	Responsable P@D	CCAS Sartrouville	<a href="mailto:hattab@ville-sartrouville.fr">hattab@ville-sartrouville.fr</a>
MEGHIT Halima	Chargée de mission politique de la ville	CA Melun Val de Seine	<a href="mailto:halima.meghit@camvs.com">halima.meghit@camvs.com</a>
CAILLET Nelly	Diététicienne chargée prévention	Groupe hospitalier Sud	<a href="mailto:nelly.caillet@ghsif.fr">nelly.caillet@ghsif.fr</a>
SIEFERT Noémie	Chargée de mission coopération territoriale et innovation sociale	Pôle ressource QPV CA Roissy Pays France	<a href="mailto:nsiefert.pole95@orange.fr">nsiefert.pole95@orange.fr</a>
CORINTHE Marine	Chargée de mission innovation sociale	CA Roissy Pays France	<a href="mailto:mcorinthe@roissypaysdefrance.fr">mcorinthe@roissypaysdefrance.fr</a>
KARQUEL Francine	CCAS	CCAS Meaux	<a href="mailto:francine.karquel@meaux.fr">francine.karquel@meaux.fr</a>
Myriam Maillard	Animatrice de réseaux de solidarité	Secours Catholique	<a href="mailto:myriam.maillard@secours-catholique.org">myriam.maillard@secours-catholique.org</a>
<b>Intervenant.es table ronde</b>			
TAGLIANA Cécile	Commissaire à la Lutte contre la pauvreté IDF		
ZAHOU Kaïss	Chef bureau insertion	UDDRIHL 94	<a href="mailto:kaiss.zahoum@developpement-durable.gouv.fr">kaiss.zahoum@developpement-durable.gouv.fr</a>
MAGNEGA Romain	Chef bureau accueil, hébergement, insertion	DDCS 77	<a href="mailto:romain.magnena@seine-et-marne.gouv.fr">romain.magnena@seine-et-marne.gouv.fr</a>
JEZEQUEL Alain	Animateur GT5, Président association REVIVRE		<a href="mailto:ay.jezequel@gmail.com">ay.jezequel@gmail.com</a>
MARSAUDON Philippe	Chargé de mission	DASES	<a href="mailto:philippe.marsaudon@paris.fr">philippe.marsaudon@paris.fr</a>

Vous avez des questions sur la boîte à outils ? Vous souhaitez vous lancer dans une démarche de coordination et avez besoin d'un appui ? Vous souhaitez être accompagné dans la mise en place d'un projet pilote ? N'hésitez pas à contacter l'équipe de l'Ansa

**Sophie Lochet** : [sophie.lochet@solidarites-actives.com](mailto:sophie.lochet@solidarites-actives.com)

**Manon Sirisouk** : [manon.sirisouk@solidarites-actives.com](mailto:manon.sirisouk@solidarites-actives.com)